

La gauche veut Matignon, mais Macron maintient Attal

La démission du premier ministre Gabriel Attal n'a pas été acceptée par le président, qui cherche la stabilité «pour le moment». L'identité du futur premier ministre reste un mystère.

Arrivée en tête des législatives, mais loin de la majorité absolue, la gauche assurait hier [08 juillet 2024] qu'elle proposera « dans la semaine » un nom pour Matignon.

Gabriel Attal a, lui, présenté sa démission, mais a été maintenu pour « assurer la stabilité du pays ».

Les portes de l'Assemblée ont ouvert à 14 h pour accueillir les nouveaux députés. Aucun camp ne semble en mesure de gouverner seul : ni le Nouveau Front populaire (autour de 190 sièges), ni le camp présidentiel (autour de 160 sièges), ni le RN et ses alliés (plus de 140 sièges) n'ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale (289 députés).

Prenant acte de ce résultat, le premier ministre sortant Gabriel Attal a présenté sa démission à Emmanuel Macron, qui lui a demandé de rester en poste « pour le moment » afin d'« assurer la stabilité du pays » alors que la France doit accueillir les Jeux olympiques à partir du 26 juillet.

La gauche met la pression

Mais la gauche cherche à imposer son rythme. La cheffe des écologistes Marine Tondelier a estimé qu'Emmanuel Macron « devrait appeler aujourd'hui » la gauche « à lui transmettre un nom de premier ministre ». Le socialiste Olivier Faure a pour sa part souhaité que le Nouveau Front populaire (NFP) « puisse être en mesure de présenter une candidature » pour Matignon « dans la semaine ».

Mais les dernières déclarations de l'insoumise Mathilde Panot risquent de cristalliser les tensions au sein de la fragile union : la députée a jugé que le dirigeant controversé de LFI Jean-Luc Mélenchon « n'est absolument pas disqualifié » pour ce poste.

A l'Assemblée, les spéculations allaient bon train lors de l'arrivée de premiers députés. Réélu dans les Landes, l'ex-chef du groupe PS Boris Vallaud a souligné que les socialistes ont des « choses à dire et des responsabilités à prendre », peut-être à Matignon ou au perchoir de l'Assemblée.

« Plusieurs semaines »

Les macronistes continuent de leur côté à plaider pour une coalition, « avec tout l'arc républicain, pas LFI, pas le RN », a insisté l'ancien chef des députés Renaissance Sylvain Maillard. « Tous les autres députés ont vocation à construire cette majorité relative. Ça va prendre plusieurs semaines », a-t-il assuré devant la presse.

Selon une source parlementaire, environ 25 députés du camp présidentiel ont déjeuné autour du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, et veulent plutôt se tourner vers la droite de l'hémicycle.

Gérald Darmanin veut éviter « d'avoir demain à Matignon » le Nouveau Front populaire, a expliqué le député Mathieu Lefèvre, en appelant la macronie à s'allier avec « la droite républicaine » avant de s'adresser aux « sociaux-démocrates ».

Sans RN ni LFI

Le patron du MoDem François Bayrou a jugé « possible » de constituer une majorité sans RN ni LFI, et semble miser sur une division de la gauche, pointant « des attitudes et des choix politiques incompatibles » au sein du Nouveau Front populaire

Des calculs contestés par l'écologiste Marine Tondelier : « Ceux qui nous expliquent qu'ils vont faire une majorité sans LFI n'ont pas eu les mêmes profs de maths que moi (...). Je ne vois pas comment c'est possible ».

Quitte à apporter de l'eau au moulin du Rassemblement national. Emmanuel Macron doit « décider s'il doit nommer un premier ministre d'extrême gauche, et ensuite bon courage pour le vote de la confiance, bon courage pour construire un budget », a relevé le vice-président du parti d'extrême droite, Sébastien Chenu, sur France Inter.

Mea culpa de Bardella

Au sein du parti lepéniste, Jordan Bardella a admis des « erreurs » durant la campagne de son camp et « assumé » une « part de responsabilité » dans la « défaite ». Le président du RN, arrivé en troisième position, a notamment reconnu des mauvais choix dans certaines investitures de candidats controversés, dont les propos ou comportements passés ont parasité la fin de campagne.

De l'autre côté de l'hémicycle, les Insoumis se rendront ce matin au Palais Bourbon. Ils entendent mettre en oeuvre le programme du NFP, de l'abrogation de la réforme des retraites au Smic à 1600 euros net.